

que celles de l'Arabie Saoudite. Mais c'est un potentiel difficile à mettre en valeur et qui exige, si nous voulons l'exploiter pour répondre aux besoins canadiens, aux impératifs de la sécurité canadienne et de la croissance du Canada, que la demande soit assez importante et assurée. L'accord nous donnera cette certitude. Et les mêmes facteurs qui stimulent la mise en valeur des ressources dans le domaine des hydrocarbures en Alberta s'appliquent aux ressources hydrauliques en Ontario et ailleurs au pays.

Sixièmement, une meilleure garantie d'accès au marché américain implique l'accroissement des investissements générateurs d'emplois au Canada. Cela arrêtera l'exode des entreprises canadiennes qui ouvrent boutique à l'abri des barrières commerciales américaines. Cela nous permettra d'investir dans des usines modernes à vocation internationale. Vous n'avez pas d'usines produisant à grande échelle sans accès à des marchés à l'échelle mondiale. C'est la leçon qu'a tirée la Communauté européenne. L'arrangement que nous avons conclu diffère, par d'importants détails, de l'entente de la Communauté européenne. Mais le principe, sa reconnaissance et la réalité sont identiques. Si nous voulons pouvoir soutenir la concurrence à l'échelle mondiale, nous devons avoir accès à des marchés d'envergure mondiale. Le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont les seuls pays industrialisés du monde moderne, les seuls pays représentés à l'OCDE, qui n'aient pas un accès constant à un marché de plus de 100 millions \$. Nous ne pouvons faire croître tout d'un coup un marché de cette envergure ici. Thunder Bay ne va pas se développer aussi rapidement, pas plus que High River, une telle croissance n'est pas possible ici. Nous devons conclure des arrangements commerciaux afin de trouver accès à des marchés plus étendus si nous voulons pouvoir nous lancer dans le genre de production à l'échelle mondiale qui nous permet de devenir une nation moderne créatrice d'emplois. Et le Canada deviendra ainsi beaucoup plus intéressant, grâce à cet accord, pour les firmes étrangères qui cherchent à desservir le marché nord-américain, mais qui, pour diverses raisons, ne veulent pas nécessairement le faire à partir des États-Unis. Pour les Canadiens, cela signifie des emplois plus nombreux et plus stables.

Septièmement, le Canada recherche également, comme vous le savez et comme je l'ai mentionné, la libéralisation globale des échanges sous l'égide de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Les anciennes règles du commerce s'appliquaient aux échanges commerciaux tels qu'ils étaient traditionnellement définis pour des pays comme le Canada et les États-Unis, et l'on désire maintenant établir des règles qui régissent les nouveaux genres d'échanges commerciaux. En nous entendant avec les États-Unis sur de nouvelles règles relatives à ce que l'on appelle les nouvelles questions - services, marchés publics